

# ANNEXE I : CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX MARCHÉS DE SERVICES DANS LE CADRE DES ACTIONS EXTÉRIEURES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## SOMMAIRE

<b>DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES .....</b>		<b>1</b>
ARTICLE 1	DEFINITION ET CONVENTIONS.....	1
ARTICLE 2	NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS ECRITES .....	1
ARTICLE 3	CESSIONS.....	1
ARTICLE 4	SOUS-TRAITANCE .....	2
<b>OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>		<b>2</b>
ARTICLE 5	INFORMATIONS A FOURNIR .....	2
ARTICLE 6	ASSISTANCE EN MATIERE DE REGLEMENTATION LOCALE .....	2
<b>OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....</b>		<b>3</b>
ARTICLE 7	OBLIGATIONS GENERALES .....	3
ARTICLE 8	CODE DE CONDUITE.....	3
ARTICLE 9	CONFLIT D'INTERETS .....	4
ARTICLE 10	SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	4
ARTICLE 11	SPECIFICATIONS ET DESSINS .....	4
ARTICLE 12	GARANTIE .....	5
ARTICLE 13	DISPOSITIONS EN MATIERE DE SANTE, D'ASSURANCE ET DE SECURITE .....	5
ARTICLE 14	DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE .....	6
<b>NATURE DES PRESTATIONS .....</b>		<b>6</b>
ARTICLE 15	NATURE DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 16	PERSONNEL ET EQUIPEMENTS .....	6
ARTICLE 17	REMPLACEMENT DU PERSONNEL.....	6
ARTICLE 18	STAGIAIRES .....	7
<b>EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>		<b>7</b>
ARTICLE 19	RETARDS DANS L'EXECUTION .....	7
ARTICLE 20	MODIFICATION DU MARCHÉ .....	7
ARTICLE 21	HORAIRE DE TRAVAIL.....	8
ARTICLE 22	DROIT AUX CONGES.....	8
ARTICLE 23	INFORMATION.....	9
ARTICLE 24	REGISTRES.....	9
ARTICLE 25	VERIFICATION PAR LES ORGANES DE LA CE.....	9
ARTICLE 26	RAPPORTS D'AVANCEMENT ET RAPPORT FINAL .....	9
ARTICLE 27	APPROBATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS .....	10
<b>PAIEMENTS .....</b>		<b>10</b>
ARTICLE 28	PAIEMENT ET INTERETS POUR RETARD DE PAIEMENT.....	10
ARTICLE 29	GARANTIE FINANCIERE .....	11
ARTICLE 30	CERTIFICAT D'AUDIT .....	12
ARTICLE 31	RECouvreMENT DES DETTES DU PRESTATAIRE	
ARTICLE 32	REVISION DES PRIX .....	12
ARTICLE 33	PAIEMENT AU PROFIT DE TIERS .....	12
<b>DÉFAUT D'EXÉCUTION ET RÉSILIATION.....</b>		<b>12</b>
ARTICLE 34	DEFAUT D'EXECUTION.....	12
ARTICLE 35	SUSPENSION.....	12
ARTICLE 36	RÉSILIATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	13
ARTICLE 37	RÉSILIATION PAR LE PRESTATAIRE .....	14
ARTICLE 38	CAS DE FORCE MAJEURE .....	14
ARTICLE 39	DECES.....	14
<b>RÈGLEMENT DES LITIGES</b>		
ARTICLE 40	REGLEMENT DES LITIGES.....	15

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

### Article 1 Définitions et conventions

- 1.1 Si le présent contrat est signé en plusieurs langues, la version française fait foi en cas d'incohérences entre les différentes versions linguistiques.
- 1.2 Les titres et sous-titres des présentes conditions générales ne sont pas réputés faire partie intégrante de celles-ci et ne sont pas pris en considération pour l'interprétation du contrat.
- 1.3 Les définitions suivantes s'appliquent au marché.

**Ordre de service:** tout ordre ou toute instruction donnés par écrit ou oralement par le gestionnaire du projet au prestataire au sujet de la fourniture des prestations.

**Pays bénéficiaire:** pays ou État hors de l'Union européenne avec lequel la Communauté européenne a convenu d'un programme de coopération.

**Budget ventilé:** dans un marché à prix unitaires, tableau qui ventile en valeur les éléments constitutifs du marché, en indiquant les tarifs et la provision pour dépenses accessoires.

**Flux de trésorerie prévisionnels:** estimation par le prestataire des flux de trésorerie résultant directement de l'exécution d'un marché à prix unitaires.

**Commission:** Commission européenne.

**Prestataire:** partie qui s'engage à fournir les prestations.

**Marché:** accord conclu entre les parties, et signé, concernant la fourniture des prestations, y compris l'ensemble des annexes et des documents qui en font partie, notamment le présent cahier des charges.

**Pouvoir adjudicateur:** gouvernement du pays bénéficiaire ou personne morale de droit public ou privé qui conclut le contrat ou au nom de qui celui-ci est conclu avec le prestataire.

**Valeur du marché:** montant indiqué à l'article 3 des conditions particulières.

**Jour:** jour civil.

**CE:** Communauté européenne.

**UE:** Union européenne.

**Euro:** monnaie unique européenne.

**Site Internet d'EuropeAid:** [http://europa.eu.int/comm/europeaid/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/index_fr.htm)

**Marché à prix unitaires:** marché dans lequel les prestations sont fournies sur la base de prix fixes pour chaque jour ouvré par les experts.

**Domages-intérêts:** somme, non stipulée d'avance dans le contrat, qui est attribuée par une juridiction ou un tribunal arbitral, ou convenue entre les parties, à titre de dédommagement payable à la partie lésée pour défaut d'exécution imputable à l'autre partie.

**Marché à forfait:** un marché en vertu duquel les prestations sont exécutées pour un prix forfaitaire global.

**Indemnité forfaitaire:** dédommagement mentionné dans le contrat comme étant dû par une des parties à l'autre pour l'inexécution de tout ou partie du marché.

**Mois:** mois civil.

**Monnaie nationale:** monnaie du pays bénéficiaire.

**Projet:** projet pour lequel les prestations doivent être fournies en vertu du contrat.

**Gestionnaire du projet:** personne physique ou morale responsable du contrôle de l'exécution du marché au nom du pouvoir adjudicateur.

**Prestations:** prestations devant être exécutées par le prestataire en vertu du contrat - assistance technique, études, formation et dessins, par exemple.

**Termes de référence:** document figurant en annexe II et établi par le pouvoir adjudicateur qui définit ses besoins et/ou ses objectifs pour les prestations, y compris, le cas échéant, les méthodes et moyens à utiliser par le prestataire et/ou les résultats à atteindre par celui-ci.

**Dates limites:** délais indiqués dans le marché, qui commencent à courir à partir du jour suivant la date de l'acte ou de l'événement retenu comme point de départ pour le calcul de ces délais. Lorsque le dernier jour du délai n'est pas un jour ouvrable, le délai expire à la fin du premier jour ouvrable suivant le dernier jour du délai.

- 1.4 Lorsque le contexte le permet, les mots au singulier sont réputés inclure le pluriel et inversement, et les mots au masculin sont réputés inclure le féminin et inversement.
- 1.5 Le terme "pays" est réputé inclure l'État ou le territoire.
- 1.6 Les mots désignant des personnes ou des parties incluent les sociétés et entreprises et tout organisme ayant la capacité juridique.

## **Article 2 Notifications et communications écrites**

- 2.1 L'expéditeur est tenu de demander un accusé de réception d'une communication par écrit chaque fois que la date de réception est assortie d'un délai. En tout état de cause, il prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la réception de sa communication dans les délais.
- 2.2 Lorsque le contrat prévoit, de la part d'une personne, une notification, un consentement, une approbation, un agrément, un certificat ou une décision, ceux-ci sont présentés, sauf dispositions contraires, sous forme écrite et ne sont ni refusés ni retardés abusivement.
- 2.3 Les instructions ou ordres donnés oralement sont confirmés par écrit.

## **Article 3 Cession**

- 3.1 Une cession fait l'objet d'une convention par laquelle le prestataire transfère tout ou partie de son marché à un tiers.
- 3.2 Le prestataire ne peut, sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur, céder tout ou partie du marché ou tout avantage ou intérêt qui en découle.
- 3.3 L'approbation de la cession par le pouvoir adjudicateur ne délie pas le prestataire de ses obligations pour la partie du marché déjà exécutée ou pour la partie qui n'a pas été cédée.
- 3.4 Les cessionnaires doivent satisfaire aux critères d'éligibilité retenus pour la passation du marché.

## **Article 4 Sous-traitance**

- 4.1 La sous-traitance fait l'objet d'une convention par laquelle le prestataire confie à un tiers l'exécution d'une partie de son marché.
- 4.2 Le prestataire doit demander l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur avant de recourir à la sous-traitance. Cette autorisation sera basée sur les prestations à sous-traiter et sur l'identité du sous-traitant retenu. En prenant dûment en considération les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au prestataire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification et la motive en cas de refus d'autorisation.
- 4.3 Un contrat de sous-traitance ne peut créer de relations contractuelles entre un sous-traitant et le pouvoir adjudicateur.
- 4.4 Le prestataire est responsable des actes, manquements et négligences de ses sous-traitants et de leurs experts, mandataires ou employés, comme s'il s'agissait de ses propres actes, manquements ou négligences ou de ceux de ses experts, mandataires ou employés. L'approbation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance d'une partie du marché ou d'un sous-traitant ne libère le prestataire d'aucune de ses obligations contractuelles.
- 4.5 Si le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire du projet estiment qu'un sous-traitant n'est pas compétent pour exécuter les tâches qui lui ont été assignées, ils peuvent aussitôt demander au prestataire de le remplacer par un sous-traitant possédant une qualification et une expérience que le pouvoir adjudicateur juge acceptables ou poursuivre eux-mêmes la prestation des services.

- 4.6 Les sous-traitants doivent satisfaire aux critères d'éligibilité retenus pour la passation du marché.
- 4.7 Les prestations confiées à un sous-traitant par le prestataire ne peuvent être confiées à des tiers par le sous-traitant.
- 4.8 Tout changement de sous-traitant sans le consentement préalable du pouvoir adjudicateur est considéré comme un défaut d'exécution du marché.

## **OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **Article 5 Informations à fournir**

- 5.1 Le pouvoir adjudicateur fournit dès que possible au prestataire toutes les informations et/ou toute la documentation dont il dispose et qui peuvent être utiles à l'exécution du marché. Ces documents lui sont restitués à l'issue de la période d'exécution du marché.
- 5.2 Le pouvoir adjudicateur aide le prestataire, dans la mesure du possible, à obtenir toute information utile au marché que le prestataire peut raisonnablement demander en vue de son exécution.

### **Article 6 Assistance en matière de réglementation locale**

- 6.1 Le prestataire peut demander l'assistance du pouvoir adjudicateur du pays bénéficiaire en vue d'obtenir copie des lois et règlements ainsi que des informations sur les usages et les dispositions administratives du pays où les prestations doivent être fournies, lorsque ces éléments sont susceptibles de l'affecter dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur peut faire payer au prestataire l'assistance que celui-ci n'obtiendrait normalement qu'à ses propres frais.
- 6.2 Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en matière de main-d'oeuvre étrangère du pays où les prestations doivent être fournies, le pouvoir adjudicateur du pays bénéficiaire met tout en oeuvre pour faciliter l'obtention par le prestataire des visas et permis requis, et notamment les permis de séjour et de travail destinés au personnel dont les services sont jugés nécessaires par le prestataire et le pouvoir adjudicateur, ainsi que les permis de séjour destinés aux membres des familles de ce personnel.
- 6.3 Le pouvoir adjudicateur donne à ses agents, mandataires et représentants toutes les instructions nécessaires ou appropriées pour faciliter la fourniture prompte et efficace des prestations.

## **OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

### **Article 7 Obligations générales**

- 7.1 Le prestataire respecte et applique les lois et règlements en vigueur dans le pays bénéficiaire et veille à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés locaux les respectent et les appliquent également. Le prestataire tient quitte le pouvoir adjudicateur de toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction auxdits règlements ou lois commise par lui-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge.
- 7.2 Le prestataire fournit les services avec tout le soin, toute l'efficacité, toute la diligence requis, selon les meilleures pratiques professionnelles.
- 7.3 Le prestataire se conforme aux ordres de service donnés par le gestionnaire du projet. Lorsqu'il estime que les exigences d'un ordre de service excèdent les compétences du gestionnaire du projet ou l'objet du marché, il doit, sous peine de forclusion, adresser une notification motivée au gestionnaire du projet dans un délai de 30 jours après réception de l'ordre de service. L'exécution de l'ordre de service n'est pas suspendue du fait de cette notification.
- 7.4 Le prestataire tient pour privés et confidentiel tout document et toute information qu'il reçoit dans le cadre du marché. Il ne peut, sauf dans la mesure nécessaire pour les besoins du marché, ni publier ni divulguer aucun élément du marché sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur ou du gestionnaire du projet après consultation du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur la nécessité de publier ou de divulguer des données pour les besoins du marché, la décision du pouvoir adjudicateur est définitive.
- 7.5 Si le prestataire est un consortium comprenant deux personnes ou plus, ces personnes sont solidairement tenues d'exécuter le marché. La personne désignée par le consortium pour agir en son nom pour les besoins du marché est habilitée à engager le consortium.

- 7.6 Toute modification de la composition du consortium sans le consentement préalable du pouvoir adjudicateur est considérée comme un défaut d'exécution du marché.
- 7.7 Sauf demande ou convention contraire de la CE, le prestataire prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que la contribution financière de l'UE bénéficie d'une publicité adéquate. Ces mesures doivent respecter les règles de visibilité des actions extérieures définies et publiées par la CE.

## **Article 8 Code de conduite**

- 8.1 Le prestataire agit en toute occasion avec loyauté et impartialité et comme un conseiller fiable du pouvoir adjudicateur conformément aux règles et/ou au code de déontologie de sa profession, ainsi qu'avec la discrétion appropriée. Il s'abstient en particulier de faire des déclarations publiques concernant le projet ou les prestations sans l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur, ainsi que de toute activité contraire à ses obligations contractuelles envers le pouvoir adjudicateur. Il n'engage le pouvoir adjudicateur d'aucune manière sans son consentement préalable par écrit et, le cas échéant, il signale cette obligation aux tiers.
- 8.2 Pendant la durée du marché, le prestataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire.
- 8.3 Si le prestataire ou l'un de ses sous-traitants, mandataires ou employés propose de donner, accepte d'offrir ou de donner, ou donne à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait au marché ou à tout autre marché conclu avec le pouvoir adjudicateur, ou pour qu'il favorise ou défavorise quiconque dans le cadre du marché ou de tout autre marché conclu avec le pouvoir adjudicateur, cette dernière peut, sans préjudice des droits acquis par le prestataire au titre du marché, résilier le contrat.
- 8.4 La rémunération contractuelle du prestataire constitue sa seule rémunération dans le cadre du marché et ni lui ni son personnel n'acceptent une quelconque commission, remise, indemnité, rémunération indirecte ou autre compensation dans le cadre, à l'occasion ou lors de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du contrat.
- 8.5 Le prestataire ne reçoit, directement ou indirectement, aucune redevance, gratification ou commission en raison de l'utilisation, pour le marché ou pour le projet ou pour les besoins de ceux-ci, d'un article ou procédé breveté ou protégé, à moins que le pouvoir adjudicateur ne l'y autorise par écrit.
- 8.6 Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant la durée du marché et après l'achèvement de celui-ci. À cet égard, sauf consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur, le prestataire et le personnel qu'il emploie ou qu'il engage ne peuvent à aucun moment communiquer à quiconque des renseignements confidentiels qui leur ont été révélés ou qu'ils ont découverts, ni rendre publiques des informations sur les recommandations formulées au cours ou par suite de leurs prestations de services. En outre, ils ne peuvent utiliser au détriment du pouvoir adjudicateur les renseignements qui leur ont été fournis ou les résultats des études, tests et travaux de recherche effectués pendant et en vue de l'exécution du marché.
- 8.7 L'exécution du marché ne doit pas donner lieu à des frais commerciaux extraordinaires. L'existence de frais commerciaux extraordinaires entraîne la résiliation du contrat. Ces frais concernent toute commission non mentionnée dans le marché ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un destinataire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.
- 8.8 Le prestataire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives sur les conditions d'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à toute inspection sur place qu'il estime nécessaire pour vérifier des pièces et réunir des éléments de preuve concernant une présomption de frais commerciaux extraordinaires.

## **Article 9 Conflit d'intérêts**

- 9.1 Le prestataire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché ou pour y mettre fin. Un tel conflit d'intérêts peut en particulier résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou affectifs, ou de tout autre type de relation ou d'intérêt partagé. Un conflit d'intérêts susceptible de se produire lors de l'exécution du marché doit être notifié sans tarder par écrit au pouvoir adjudicateur.
- 9.2 Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier si ces mesures sont appropriées et peut exiger l'adoption de mesures supplémentaires si nécessaire. Le prestataire doit veiller à ce que son personnel, y compris ses dirigeants, ne se trouve pas dans une situation susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêts. Sans préjudice

## **Conditions générales relatives aux marchés de services financés par la CE**

de l'article 7, le prestataire remplace immédiatement et sans dédommagement du pouvoir adjudicateur tout membre de son personnel exposé à une telle situation.

- 9.3 Le prestataire s'abstient de tout contact susceptible de compromettre son indépendance ou celle de son personnel. Si le prestataire perd son indépendance, le pouvoir adjudicateur peut, sans préjudice d'une indemnisation pour tout dommage qu'il aurait subi de ce fait, résilier aussitôt le contrat sans mise en demeure.
- 9.4 Après la conclusion ou la résiliation du contrat, le prestataire limite son intervention en rapport avec le projet à la prestation des services. Sauf autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, le prestataire ou tout autre entrepreneur ou fournisseur avec lequel il est associé ou lié n'ont pas qualité pour réaliser des travaux, livrer des fournitures ou exécuter d'autres prestations pour le projet, à quelque titre que ce soit, y compris pour la présentation d'une soumission pour une quelconque partie du projet.
- 9.5 Les fonctionnaires et autres agents de l'administration publique du pays bénéficiaire, indépendamment de leur situation administrative, ne peuvent être recrutés comme experts pour des marchés financés par la CE dans le pays bénéficiaire.
- 9.6 Le prestataire et toute personne travaillant, sous son autorité ou sous son contrôle, à l'exécution du marché ou à toute autre activité ne peuvent bénéficier d'un financement de la CE dans le cadre du même projet.

### **Article 10 Sanctions administratives et financières**

- 10.1 Sans préjudice de l'application de sanctions contractuelles, le prestataire qui s'est rendu coupable de fausses déclarations ou a été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles dans le cadre d'un précédent marché est exclu de l'octroi de marchés et de subventions financés par la Commission européenne pour une durée maximale de deux ans à compter du constat du manquement, à confirmer après échange contradictoire avec le prestataire. Ce dernier peut présenter ses arguments pour s'opposer à la sanction dans un délai de 30 jours à compter de la notification de celle-ci, au moyen d'un courrier recommandé ou équivalent. Faute de réaction de sa part ou de retrait de la sanction par la Commission européenne, notifié par écrit, dans un délai de 30 jours à compter de la date de présentation des arguments précités, la décision imposant la sanction devient exécutoire. La durée de l'exclusion peut être portée à trois ans en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement.
- 10.2 Les prestataires déclarés en défaut grave d'exécution de leurs obligations contractuelles se voient également infliger une sanction financière représentant 10 % de la valeur du contrat en cause. Ce taux peut être porté à 20 % en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement.

### **Article 11 Spécifications et dessins**

- 11.1 Le prestataire élabore toutes les spécifications et tous les dessins en utilisant des systèmes admis et généralement reconnus, acceptables pour le pouvoir adjudicateur, et en tenant compte des critères de conception les plus récents.
- 11.2 Le prestataire veille à ce que les spécifications et les dessins, ainsi que toute documentation relative à la fourniture de biens et de services pour le projet, soient élaborés avec impartialité de manière à encourager la concurrence dans les soumissions.

### **Article 12 Garantie**

- 12.1 Le prestataire tient quitte, protège et défend, à ses frais, le pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés du pouvoir adjudicateur contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice résultant d'un acte ou d'une omission commis par le prestataire dans l'exécution des prestations, et notamment d'une infraction aux dispositions légales ou d'une violation des droits de tiers, en matière de brevets, de marques et/ou d'autres formes de propriété intellectuelle, telles que les droits d'auteur.
- 12.2 Le prestataire tient quitte, protège et défend, à ses frais, le pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés du pouvoir adjudicateur contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice résultant de l'exécution du marché par ses soins, étant entendu que:
  - a) ces actions, réclamations, pertes ou préjudices doivent être notifiés au prestataire au plus tard 30 jours après que le pouvoir adjudicateur en a eu connaissance;
  - b) la limite supérieure de responsabilité du prestataire à l'égard du pouvoir adjudicateur est d'un montant égal à la valeur du marché et ce plafond ne s'applique pas aux pertes ou dommages causés à des tiers par le prestataire ou du fait d'une mauvaise conduite volontaire du prestataire;

## **Conditions générales relatives aux marchés de services financés par la CE**

- c) la responsabilité du prestataire est limitée aux actions, réclamations, pertes ou préjudices résultant directement d'un manquement du prestataire à ses obligations contractuelles et n'inclut pas la responsabilité résultant d'événements imprévisibles liés accessoirement ou indirectement à un tel manquement.
- 12.3 En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le prestataire remédie, à ses frais, sur demande du pouvoir adjudicateur, à tout manquement constaté dans la prestation des services.
- 12.4 Le prestataire n'est nullement responsable des actions, réclamations, pertes ou préjudices dus:
  - a) au fait que le pouvoir adjudicateur a omis d'agir à la suite d'une recommandation du prestataire ou a passé outre à un acte, une décision ou une recommandation de celui-ci ou a imposé au prestataire l'application d'une décision ou d'une recommandation au sujet de laquelle le prestataire a marqué son désaccord ou exprimé une grave réserve, ou
  - b) à une exécution incorrecte des instructions du prestataire par les mandataires, employés ou prestataires indépendants du pouvoir adjudicateur.
- 12.5 Après la prestation des services, le prestataire demeure responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles pendant une période déterminée par le droit applicable au marché.

### **Article 13 Dispositions en matière de santé, d'assurance et de sécurité**

- 13.1 Le pouvoir adjudicateur peut demander au prestataire et/ou à son personnel de passer un examen médical auprès d'un médecin qualifié avant de quitter son ou leur lieu de résidence habituel et de lui fournir dès que possible le rapport médical établi à l'issue de cet examen.
- 13.2 Le prestataire souscrit, pour la durée du marché, une assurance maladie pour lui-même et les personnes qu'il emploie dans le cadre du marché. Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu au paiement des frais médicaux du prestataire.
- 13.3 Dans les 20 jours qui suivent la signature du contrat, le prestataire souscrit et acquitte une assurance globale à concurrence du plafond prévu par la législation du pays du pouvoir adjudicateur et du montant prévu par la législation du pays où le prestataire a son siège; cette assurance doit couvrir, pendant toute la durée d'exécution du marché, les éléments suivants:
  - a) la responsabilité du prestataire en cas de maladie ou d'accident de travail de ses employés, y compris les frais de rapatriement pour des raisons de santé;
  - b) la perte ou l'endommagement des équipements du pouvoir adjudicateur utilisés pour l'exécution du marché;
  - c) la responsabilité civile en cas d'accident causé à des tiers ou au pouvoir adjudicateur et à ses employés et découlant de l'exécution du marché;
  - d) le décès accidentel ou l'incapacité permanente résultant de lésions corporelles survenues pendant la durée du marché.
- 13.4 Le prestataire doit aussi assurer les effets personnels de ses employés, des experts et des membres de leur famille installés dans le pays bénéficiaire, contre la perte et l'endommagement.
- 13.5 Le prestataire présente sans délai, chaque fois que le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire du projet le lui demande, la preuve de la souscription de l'assurance et du paiement régulier des primes.
- 13.6 Le prestataire met en place, pour ses employés, les experts et les membres de leur famille installés dans le pays bénéficiaire, des mesures de sécurité adaptées au danger physique auquel ils sont confrontés.
- 13.7 Le prestataire est également tenu de surveiller le niveau de risque physique auquel ses employés, les experts et les membres de leur famille installés dans le pays bénéficiaire sont exposés et de tenir le pouvoir adjudicateur informé de la situation. Si le pouvoir adjudicateur ou le prestataire sont informés d'un risque imminent pour la vie ou la santé de certains de leurs employés, des experts ou de membres de leur famille, le prestataire peut prendre des mesures d'urgence pour placer les personnes concernées en lieu sûr. L'adoption de telles mesures par le prestataire doit être immédiatement communiquée au gestionnaire du projet et peut entraîner la suspension du marché, conformément à l'article 20.

### **Article 14 Droits de propriété intellectuelle et industrielle**

- 14.1 Tous les documents écrits ou données, tels que cartes, schémas, dessins, spécifications, plans, statistiques, calculs, bases de données, logiciels et dossiers ou pièces justificatives acquis, constitués ou établis par le prestataire au cours de l'exécution du marché sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. Une fois le marché achevé, le prestataire remet tous ces documents et toutes ces données au pouvoir adjudicateur. Le prestataire ne peut conserver des copies de ces documents et données, ni les utiliser à des fins étrangères au marché sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

- 14.2 Le prestataire ne peut publier d'articles relatifs aux prestations ni s'y référer lorsqu'il fournit des prestations pour le compte de tiers, ni divulguer des informations qu'il tient du pouvoir adjudicateur sans le consentement écrit de celui-ci.
- 14.3 Les résultats ou droits sur ces résultats - notamment les droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle - obtenus au cours de l'exécution du marché sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur, qui peut les utiliser, les publier, les attribuer ou les transférer comme elle l'entend, sans restriction géographique ou d'une autre nature, sauf dans les cas où il existe déjà des droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

## NATURE DES PRESTATIONS

### Article 15 Nature des prestations

- 15.1 La nature des prestations est précisée dans les annexes II et III.
- 15.2 Lorsque le marché porte sur une fonction consultative au bénéfice du pouvoir adjudicateur et/ou du gestionnaire du projet pour tous les aspects techniques susceptibles de se présenter lors de l'exécution du projet, le prestataire n'a pas de pouvoir de décision.
- 15.3 Lorsque le marché porte sur la gestion de l'exécution du projet, le prestataire assume, sous l'autorité du gestionnaire du projet, l'ensemble des tâches de gestion inhérentes à la supervision de l'exécution du projet.
- 15.4 Si le prestataire est tenu de préparer un dossier d'appel d'offres, ce dossier doit contenir tous les documents nécessaires pour la consultation d'entrepreneurs, de fabricants et de fournisseurs appropriés et pour l'établissement de soumissions en vue de l'exécution des travaux, la livraison des fournitures ou la prestation des services qui font l'objet de l'appel d'offres. Le pouvoir adjudicateur fournit au prestataire les informations nécessaires à l'établissement de la partie administrative du dossier d'appel d'offres.

### Article 16 Personnel et équipements

- 16.1 Le prestataire doit indiquer au pouvoir adjudicateur toutes les catégories de personnel, autres que les experts principaux dont le curriculum vitae figure en annexe IV, auxquelles il entend avoir recours pour exécuter le marché. L'annexe II et/ou III doivent spécifier le niveau minimum de formation, de qualifications et d'expérience du personnel et, s'il y a lieu, la spécialisation requise. Le pouvoir adjudicateur a le droit de s'opposer au choix du prestataire concernant le personnel retenu.
- 16.2 Toutes les personnes travaillant au projet avec l'assentiment du pouvoir adjudicateur commencent à exercer leurs fonctions à la date ou dans les délais prévus par l'annexe II et/ou l'annexe III ou, à défaut, à la date ou dans les délais notifiés au prestataire par le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire du projet.
- 16.3 Sauf dispositions contraires prévues par les conditions particulières, les personnes travaillant au projet résident à proximité de leur lieu de travail. Si une partie des prestations doit être exécutée hors du pays bénéficiaire, le prestataire indique au gestionnaire du projet le nom et les qualifications du personnel affecté à cette partie du marché.
- 16.4 Le prestataire:
- a) transmet au gestionnaire du projet le calendrier proposé pour l'engagement du personnel dans un délai de 30 jours à compter de la signature du marché par les deux parties;
  - b) informe le gestionnaire du projet des dates d'arrivée et de départ de chaque membre du personnel;
  - c) soumet en temps utile à l'approbation du gestionnaire du projet toute demande de recrutement d'experts supplémentaires.
- 16.5 Le prestataire adopte toutes les mesures nécessaires pour fournir et continuer à fournir à son personnel les équipements et le soutien techniques requis pour lui permettre d'accomplir efficacement les tâches spécifiques qui lui sont confiées.

### Article 17 Remplacement du personnel

- 17.1 Le prestataire n'apporte aucun changement à la composition convenue de son personnel sans l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur. Le prestataire doit, de sa propre initiative, proposer un tel remplacement dans les cas suivants:
- a) en cas de décès, de maladie ou d'accident d'un membre du personnel;



- b) s'il se révèle nécessaire de remplacer un membre du personnel pour toute autre raison indépendante de la volonté du prestataire (par exemple en cas de démission, etc.).
- 17.2 En outre, pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut, sur la base d'une demande écrite et justifiée, demander le remplacement d'une personne s'il estime qu'elle est incompétente ou ne convient pas pour l'exercice de ses missions contractuelles.
- 17.3 Lorsqu'un membre du personnel doit être remplacé, le remplaçant doit avoir des qualifications et une expérience au moins équivalentes et la rémunération à payer au remplaçant ne peut dépasser celle qu'aurait dû percevoir la personne remplacée. Au cas où le prestataire ne serait pas en mesure de fournir un remplaçant ayant des qualifications et/ou une expérience équivalentes, le pouvoir adjudicateur peut soit décider de résilier le contrat, si la bonne exécution de celui-ci est compromise, soit, s'il estime que ce n'est pas le cas, décider d'accepter le remplaçant, à condition que les honoraires de ce dernier soient renégociés à la baisse pour refléter le niveau adéquat de rémunération.
- 17.4 Les frais supplémentaires occasionnés par le remplacement d'un membre du personnel sont à la charge du prestataire. Si l'expert n'est pas remplacé immédiatement et qu'un certain laps de temps s'est écoulé avant que le nouvel expert prenne ses fonctions, le pouvoir adjudicateur peut demander au prestataire d'affecter au projet un expert temporaire en attendant l'arrivée du nouvel expert, ou de prendre d'autres mesures pour compenser l'absence temporaire de l'expert manquant. En tout état de cause, les rémunérations correspondant à la période d'absence de l'expert ou de son remplaçant ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 18 Stagiaires**

- 18.1 Si les termes de référence le prévoient, le prestataire assure, pendant la durée du marché, la formation des stagiaires qui lui sont confiés par le pouvoir adjudicateur aux termes du marché.
- 18.2 La formation de ces stagiaires par le prestataire ne leur confère pas le statut d'employés de ce dernier. Toutefois, les stagiaires doivent se conformer aux instructions du prestataire et aux dispositions de l'article 8, au même titre que les employés du prestataire. Sur présentation d'une demande écrite motivée, le prestataire peut obtenir le remplacement de tout stagiaire dont le travail ou la conduite ne sont pas satisfaisants.
- 18.3 Sauf dispositions contraires du marché, la rémunération des stagiaires, leurs frais de déplacement et de logement et tous autres frais encourus par eux sont à la charge du pouvoir adjudicateur.
- 18.4 Le prestataire établit un rapport de stage trimestriel qu'il soumet au pouvoir adjudicateur. Immédiatement avant l'achèvement des prestations, le prestataire établit un rapport sur les résultats du stage et sur les qualifications acquises par les stagiaires en vue de leur futur emploi. La forme et les modalités de présentation de ces rapports sont fixés dans les termes de référence.

# **EXÉCUTION DU MARCHÉ**

## **Article 19 Retards dans l'exécution**

- 19.1 Si le prestataire ne fournit pas les prestations dans les délais stipulés dans le marché, le pouvoir adjudicateur a droit, sans mise en demeure et sans préjudice des autres recours prévus par le marché, à une indemnité forfaitaire pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin du délai contractuel et la date réelle d'achèvement du marché.
- 19.2 L'engagement budgétaire de la CE relatif au marché expire 24 mois après la durée d'exécution du marché définie à l'article 5 des conditions particulières, à moins que le contrat soit résilié en vertu de l'article 36, paragraphe 1 des conditions générales.
- 19.3 Le taux journalier de l'indemnité forfaitaire est calculé en divisant la valeur du marché par le nombre de jours de la période d'exécution.
- 19.4 Si ces indemnités forfaitaires excèdent 15 % de la valeur du marché, le pouvoir adjudicateur peut après en avoir notifié le prestataire:
  - a) résilier le contrat et
  - b) achever l'exécution du marché aux frais du prestataire.

## **Article 20 Modification du marché**

- 20.1 Toute modification du marché doit être communiquée par écrit dans un avenant à conclure aux mêmes conditions que le marché original. Si la demande de modification émane du prestataire, il doit la soumettre au

## Conditions générales relatives aux marchés de services financés par la CE

pouvoir adjudicateur au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur prévue de la modification, sauf dans les cas qui sont dûment justifiés par le prestataire et acceptés par le pouvoir adjudicateur.

- 20.2 Toutefois, lorsque la modification ne change pas l'objet fondamental du marché et, pour un marché à prix unitaires, lorsque l'incidence financière se limite à un transfert entre postes d'honoraires, ou entre les honoraires et la provision pour dépenses accessoires, impliquant une modification inférieure à 10 % du montant original de la ligne concernée du budget ventilé figurant en annexe V, le gestionnaire du projet peut ordonner toute modification d'une partie quelconque des prestations qui est nécessaire à la bonne exécution du marché, sans changer l'objet ou la portée de celui-ci. Ces modifications peuvent consister en ajouts, suppressions, substitutions, changements en qualité ou en quantité ou de l'échelonnement, du mode ou du calendrier de l'exécution des prestations.
- 20.3 Les variations ainsi ordonnées ne peuvent en aucun cas entraîner une prorogation de la durée d'exécution ou, pour un marché à prix unitaires, une modification du total des honoraires et de la provision pour dépenses accessoires.
- 20.4 Le gestionnaire du projet, avant d'émettre un ordre de service pour l'exécution d'une modification, notifie au prestataire la nature et la forme de celle-ci. Dès que possible, après réception de cette notification, le prestataire soumet par écrit au gestionnaire du projet une proposition relative:
- a) à la description des prestations à fournir ou des mesures à prendre et un programme pour leur exécution; et
  - b) aux modifications éventuellement nécessaires au programme général d'exécution ou à l'une quelconque des obligations contractuelles du prestataire; et
  - c) pour un marché à prix unitaires, à tout ajustement de la valeur du marché selon les principes suivants:
    - i) lorsque les tâches sont de même nature et exécutées dans les mêmes conditions qu'un élément dont le prix est fixé dans le budget ventilé, le nombre équivalent de jours de travail est évalué selon les tarifs qui y figurent;
    - ii) lorsque les tâches ne sont pas de même nature ou ne doivent pas être exécutées dans les mêmes conditions, les tarifs d'honoraires du marché servent de base à une évaluation raisonnable des jours de travail, faute de quoi une évaluation équitable est faite par le gestionnaire du projet;
    - iii) lorsqu'une modification est rendue nécessaire par une défaillance du prestataire ou par un défaut d'exécution du marché qui lui est imputable, tous les coûts supplémentaires entraînés par cette modification sont à sa charge.
- 20.5 Après réception de la proposition du prestataire, le gestionnaire du projet décide le plus rapidement possible si la modification doit ou non être effectuée. Si le gestionnaire du projet en décide l'exécution, il émet un ordre de service indiquant que la modification doit être effectuée au prix et dans les conditions spécifiées dans la proposition du prestataire ou telles que révisées par le gestionnaire du projet conformément à l'article 21, paragraphe 4.
- 20.6 Dès réception de l'ordre de service ordonnant la modification, le prestataire procède à son exécution et est tenu de se conformer, à cette fin, aux présentes conditions générales au même titre que si la modification avait été stipulée dans le marché.
- 20.7 Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au prestataire le nom et l'adresse du gestionnaire du projet. Le prestataire notifie par écrit au pouvoir adjudicateur le nom et l'adresse de son contact, le compte bancaire et l'auditeur du marché. Le prestataire utilise le formulaire en annexe VI pour notifier son compte bancaire ou signaler un changement de compte bancaire. Le pouvoir adjudicateur a le droit de s'opposer au choix du prestataire concernant le compte bancaire ou l'auditeur.
- 20.8 Tous les paiements effectués par le pouvoir adjudicateur sur le compte bancaire spécifié dans le marché ont un effet libératoire.
- 20.9 Aucune modification ne sera apportée a posteriori. Toute modification apportée au marché qui ne se présente pas sous la forme d'un ordre de service ou d'un avenant ou qui n'est pas effectuée conformément à l'article 21, paragraphe 7 est considérée comme nulle et non avenue.

### Article 21 Horaire de travail

Les jours et les heures de travail du prestataire ou de son personnel dans le pays bénéficiaire sont fixés conformément à la législation, à la réglementation et aux coutumes du pays bénéficiaire et aux exigences liées aux prestations.

### Article 22 Droit aux congés

- 22.1 Les congés annuels dus sont pris pendant la période d'exécution du marché à un moment approuvé par le gestionnaire du projet.

- 22.2 Pour un marché à prix unitaires, ceux-ci sont réputés tenir compte du congé annuel à concurrence de 2 mois pour le personnel du prestataire pendant la période d'exécution du marché. En conséquence, les jours de congés annuels ne sont pas considérés comme des jours ouvrés.
- 22.3 Le personnel du prestataire n'a pas droit à une rémunération pendant les congés de maladie ou les congés occasionnels, étant entendu toutefois que le gestionnaire du projet peut à sa seule discrétion, par bienveillance ou pour d'autres raisons, permettre au prestataire de prendre des congés non rémunérés pendant la période d'exécution du marché.

### **Article 23 Information**

Le prestataire communique au gestionnaire du projet ou à toute personne habilitée par le pouvoir adjudicateur, la Commission européenne ou la Cour des comptes européenne, les informations de cette nature ayant trait aux prestations et au projet que le gestionnaire du projet peut demander à tout moment.

### **Article 24 Registres**

- 24.1 Le prestataire tient des relevés et des comptes complets, précis et systématiques de la prestation des services, sous une forme et selon des modalités permettant d'établir avec précision que le nombre de jours ouvrés et les frais occasionnels réels inscrits sur la/les facture(s) du prestataire ont été dûment consacrés à l'exécution du marché.
- 24.2 En ce qui concerne les marchés à prix unitaires, le prestataire doit tenir des feuilles de présence enregistrant les jours ouvrés par son personnel. Les montants qu'il facture doivent correspondre à ces feuilles de présence. Pour les experts mandatés pour une longue durée, ces feuilles de présence doivent enregistrer le nombre de jours ouvrés. Pour les experts mandatés pour une courte durée, ces feuilles de présence doivent enregistrer le nombre d'heures ouvrées. Les temps de déplacement exclusivement et nécessairement consacrés au marché peuvent être intégrés dans le nombre de jours ou, le cas échéant, d'heures, enregistré sur ces feuilles de présence.
- 24.3 Les relevés doivent être conservés pendant 7 ans après le paiement final effectué dans le cadre du marché. Ils comprennent toute la documentation relative aux recettes et aux dépenses et tout inventaire nécessaire pour la vérification des pièces justificatives, notamment les feuilles de présence, les billets d'avion et de transport, les fiches de paie pour la rémunération versée aux experts et les factures ou quittances pour frais occasionnels. Tout manquement à cette obligation de conserver les relevés constitue un défaut d'exécution du marché et entraîne la résiliation du contrat.
- 24.4 Le consultant permet au gestionnaire du projet ou à toute personne habilitée par le pouvoir adjudicateur, la Commission européenne ou la Cour des comptes européenne, d'inspecter ou de vérifier, à n'importe quel moment raisonnable, les relevés et les comptes en relation avec les prestations et d'en faire des copies pendant et après la fourniture des prestations.

### **Article 25 Vérification par les organes de la CE**

- 25.1 Le prestataire donne à la Commission européenne, à l'Office européen anti-fraude et à la Cour des comptes européenne la possibilité, conformément aux missions qui leur sont confiées en vertu du Traité instituant la Communauté européenne, de vérifier la mise en oeuvre du projet par des inspections sur place des documents originaux et d'effectuer, si nécessaire, un audit complet des pièces justificatives, des documents comptables et de tout autre document en rapport avec le financement du projet. Ces inspections peuvent avoir lieu jusqu'à 7 ans après le paiement final.
- 25.2 À cette fin, le prestataire donne au personnel ou aux agents de la Commission européenne, de l'Office européen anti-fraude et de la Cour des comptes européenne l'accès requis aux sites sur lesquels le marché est exécuté, y compris à ses systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et bases de données concernant la gestion technique et financière du projet, et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter leur travail. L'accès accordé aux agents de la Commission européenne, de l'Office européen anti-fraude et de la Cour des comptes européenne est confidentiel en ce qui concerne les tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles ils sont assujettis. Les documents doivent être aisément accessibles et classés de façon à faciliter leur examen. Le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur du lieu précis où ils se trouvent.

### **Article 26 Rapports d'avancement et rapport final**

- 26.1 Le prestataire doit élaborer des rapports d'avancement au cours de la durée d'exécution du marché. Ces rapports doivent être conformes au modèle figurant à l'annexe VI ou, en l'absence de modèle, aux prescriptions notifiées au prestataire par le gestionnaire du projet au cours de l'exécution du marché.

- 26.2 Les factures, à l'exception de celle relative au préfinancement, doivent être sans exception accompagnées d'un rapport d'avancement et la facture finale d'un rapport final. Les factures d'un marché à prix unitaires doivent aussi être accompagnées d'un relevé financier actualisé concernant le marché, dont le modèle est publié sur la page "Procédures" du site web d'EuropeAid.
- 26.3 Immédiatement avant l'achèvement du marché, le prestataire établit un rapport final, assorti d'une étude critique des problèmes majeurs qui sont éventuellement apparus au cours de l'exécution du projet.
- 26.4 Ce rapport final est transmis au gestionnaire du projet au plus tard 60 jours après l'achèvement de l'exécution du marché tel que défini par le contrat. Ce rapport ne lie pas le pouvoir adjudicateur.
- 26.5 Lorsque le marché est exécuté par tranches, l'exécution de chaque tranche donne lieu à l'établissement d'un rapport final de réalisation par le prestataire.
- 26.6 Les rapports intermédiaires et final sont régis par les dispositions de l'article 14.

## **Article 27 Approbation des rapports et documents**

- 27.1 L'approbation par le pouvoir adjudicateur des rapports et documents établis et transmis par le prestataire atteste leur conformité aux clauses contractuelles.
- 27.2 Le pouvoir adjudicateur notifie au prestataire, dans les 45 jours qui suivent la réception, la décision qu'elle a prise au sujet des documents ou des rapports qui lui ont été transmis, en justifiant son refus, le cas échéant, ou lui demande de les modifier. Pour le rapport final, le délai est porté à 60 jours. Si le pouvoir adjudicateur ne fait aucun commentaire sur les documents ou les rapports dans le délai imparti, le prestataire peut en demander l'approbation par écrit. Les documents ou rapports sont réputés avoir été approuvés par le pouvoir adjudicateur si elle ne communique pas expressément de commentaires au prestataire dans les 45 jours qui suivent la réception de cette demande écrite.
- 27.3 Lorsqu'un rapport ou un document est approuvé par le pouvoir adjudicateur sous réserve de modifications à apporter par le prestataire, le pouvoir adjudicateur fixe un délai pour l'exécution des modifications demandées.
- 27.4 Si le rapport final d'un marché à prix forfaitaire n'est pas approuvé, la procédure de règlement du litige est automatiquement invoquée.
- 27.5 Lorsque le marché est exécuté par tranches, l'exécution de chaque tranche est subordonnée à l'approbation par le pouvoir adjudicateur de la tranche précédente, sauf si les tranches sont mises en oeuvre en même temps.

## **PAIEMENTS ET RECouvreMENT**

### **Article 28 Paiement et intérêts pour retard de paiement**

- 28.1 Les paiements sont effectués selon une des deux options ci-dessous, comme indiqué à l'article 3 des conditions particulières.

#### Option 1: marché à prix unitaires

Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements au prestataire selon les modalités suivantes:

- un préfinancement de 60% des flux de trésorerie prévisionnels pour les 12 mois suivant la date de commencement du marché, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché signé par les deux parties, d'une demande de préfinancement et d'une garantie financière, conformément à l'article 30;
- les paiements intermédiaires semestriels éventuels, prévus à l'article 7, paragraphe 2 des conditions particulières, dans les 45 jours suivant la réception par le pouvoir adjudicateur d'une facture indiquant les jours effectivement ouverts et les dépenses imprévues réellement encourues pendant la période, attestés par le rapport d'avancement qui y est joint, sous réserve de l'approbation de ce dernier conformément à l'article 27;
- le solde de la valeur finale certifiée du marché, sous réserve de la valeur maximale du marché mentionnée à l'article 3 des conditions particulières, après déduction des montants déjà versés, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur d'une facture finale indiquant le nombre de jours effectivement ouverts et les dépenses imprévues effectivement encourues au cours de la période, accompagnées du rapport final et du certificat d'audit requis en vertu de l'article 30, sous réserve de l'approbation du rapport final et du certificat d'audit conformément aux articles 27 et 30.

En ce qui concerne le règlement des factures intermédiaires, la somme du préfinancement et des paiements intermédiaires ne doit pas dépasser 90 % de la valeur maximale du marché figurant à l'article 3 des conditions particulières, le solde étant versé après déduction des montants déjà payés.

Option 2: marché à forfait

Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements au prestataire selon les modalités suivantes:

- un préfinancement représentant 60% de la valeur du marché figurant à l'article 3 des conditions particulières, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché signé par les deux parties, d'une demande de préfinancement et d'une garantie financière, conformément à l'article 29;
- le solde de la valeur du marché figurant à l'article 3 des conditions particulières, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture finale, accompagnée du rapport final, sous réserve de l'approbation de ce dernier conformément à l'article 27.

28.2 Le délai de 45 jours civils pour l'exécution des paiements visé à l'article 28, paragraphe 1 expire à la date de débit du compte de du pouvoir adjudicateur. Sans préjudice de l'article 36, paragraphe 3, ce délai peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur pour toute partie du montant facturé contestée par le gestionnaire du projet par notification au prestataire que cette partie de la facture n'est pas recevable, soit que la créance n'est pas exigible, soit que le rapport correspondant ne peut être approuvé, et que le pouvoir adjudicateur estime nécessaire de procéder à des vérifications complémentaires. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ne doit retenir abusivement aucune partie incontestée du montant facturé, mais peut demander des clarifications, modifications ou compléments d'information, qui seront fournis dans un délai de 30 jours à dater de la demande. Le délai recommence à courir à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur reçoit une facture correctement établie.

28.3 À l'expiration du délai prévu ci-dessus, le prestataire peut réclamer, au plus tard deux mois après la date de la réception du paiement tardif, des intérêts de retard:

- au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros si les paiements sont effectués en euros,
- au taux de réescompte de l'institut d'émission du pays bénéficiaire si les paiements sont effectués dans la monnaie de ce pays,

le premier jour du mois au cours duquel ce délai a expiré, majoré de sept points de pourcentage. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai de paiement (exclue) et la date de débit du compte de du pouvoir adjudicateur (incluse).

28.4 Les paiements dus par le pouvoir adjudicateur sont effectués sur le compte bancaire notifié par le prestataire conformément à l'article 20, paragraphe 7.

28.5 Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements en euros ou dans la monnaie nationale figurant à l'article 7, paragraphe 1 des conditions particulières. En cas de paiement en euros, la conversion éventuelle en euros des coûts réels supportés dans d'autres monnaies se fait au taux publié par la Banque centrale européenne au Journal officiel, série "C", le premier jour ouvrable du mois au cours duquel la facture est établie. En cas de paiement en monnaie nationale, la conversion en euros se fait au taux publié par la Banque centrale européenne au Journal officiel, série "C", le premier jour ouvrable du mois au cours duquel le paiement est effectué.

28.6 Pour les marchés à prix unitaires, les factures doivent être accompagnées de copies ou d'extraits des feuilles de présence visées à l'article 24, paragraphe 2 afin de justifier le montant facturé au titre des heures de travail des experts. En ce qui concerne les experts mandatés pour une courte durée, 7 heures travaillées sont réputées équivalentes à un jour ouvré. Les heures de travail de tous les experts doivent être converties en jours ouvrés et arrondies au chiffre entier le plus proche pour les besoins de la facturation.

28.7 Le paiement du solde définitif est subordonné à l'exécution par le prestataire de toutes ses obligations relatives à l'ensemble des tranches ou parties des prestations, ainsi qu'à l'approbation par le pouvoir adjudicateur de la dernière tranche ou partie des prestations. Le paiement final n'est effectué qu'après que le rapport final de réalisation et le décompte final, désignés comme tels, ont été présentés par le prestataire et approuvés par le pouvoir adjudicateur.

28.8 Si l'une des situations suivantes se produit et persiste, le pouvoir adjudicateur peut, par une note écrite adressée au prestataire, suspendre en tout ou en partie les paiements contractuels dus à ce dernier:

- a) le prestataire manque à ses obligations contractuelles;
- b) toute autre situation dont le prestataire est contractuellement responsable et qui, de l'avis de du pouvoir adjudicateur, entrave ou risque d'entraver la bonne exécution du projet ou du marché.

28.9 Les obligations des Communautés européennes en matière de paiements en vertu de ce marché cesseront au plus tard 18 mois à compter de la date de fin d'exécution du marché, à moins que le marché soit résilié conformément à l'article 36.1 des conditions générales.

## Article 29 Garantie financière

- 29.1 Si le préfinancement mentionné à l'article 7, paragraphe 2 des conditions particulières s'élève à 150 000 euros ou plus, le prestataire doit fournir une garantie financière pour le montant total du préfinancement. Cette garantie doit demeurer valable jusqu'à sa libération par le pouvoir adjudicateur aux termes de l'article 29, paragraphe 5 ou 6, selon le cas.
- 29.2 La garantie financière est fournie par courrier à l'en-tête de l'établissement financier, sur le modèle figurant à l'annexe VI.
- 29.3 Si la garantie financière cesse d'être valable et si le prestataire ne renouvelle pas sa durée de validité, le pouvoir adjudicateur peut soit déduire son montant de paiements futurs dus au prestataire en vertu du marché jusqu'à concurrence du total des paiements déjà effectués, soit résilier le contrat si le pouvoir adjudicateur estime qu'il n'est pas possible de procéder à une telle déduction.
- 29.4 Si le marché est résilié pour une raison quelconque, la garantie financière peut être immédiatement mise en recouvrement en vue du remboursement d'un éventuel solde encore dû par le prestataire au pouvoir adjudicateur et le garant ne peut différer le paiement ou s'y opposer pour quelque motif que ce soit.
- 29.5 Dans le cas des marchés à prix unitaires, la garantie financière doit rester en vigueur jusqu'à ce que le pouvoir adjudicateur ait approuvé l'établissement de la valeur finale attestée par le certificat d'audit visé à l'article 30. Si la valeur finale certifiée est supérieure au total des paiements déjà versés au prestataire par le pouvoir adjudicateur au titre du marché, la garantie financière doit être libérée dans un délai de 45 jours à compter de l'approbation par le pouvoir adjudicateur du certificat d'audit final. Dans le cas contraire, la garantie financière peut être réduite afin de combler l'écart entre la valeur finale certifiée et le total des paiements déjà versés au prestataire par le pouvoir adjudicateur au titre du marché et la garantie financière doit être libérée dans un délai de 45 jours à compter du remboursement de la différence par le prestataire.
- 29.6 Pour les marchés à forfait, la garantie financière doit rester en vigueur jusqu'au paiement final.

## Article 30 Certificat d'audit

- 30.1 Aucun certificat d'audit n'est exigé pour les contrats à forfait.
- 30.2 Avant le paiement final d'un marché à prix unitaires, un auditeur indépendant et impartial, membre d'un organisme de contrôle légal des comptes internationalement reconnu, que le prestataire a notifié conformément à l'article 20, paragraphe 7, est chargé d'examiner les factures envoyées au pouvoir adjudicateur par le prestataire.
- 30.3 L'auditeur doit s'assurer de l'existence d'éléments de preuve appropriés, fiables et suffisants attestant que les conditions suivantes sont remplies:
- les experts employés par le prestataire pour ce marché doivent effectivement avoir travaillé le nombre de jours indiqué dans les factures du prestataire et dans les relevés financiers présentés avec les rapports d'avancement; ces informations doivent dans la mesure du possible être corroborées par des sources tierces et indépendantes; et
  - les montants présentés comme frais imprévus doivent avoir été effectivement et nécessairement encourus, conformément aux termes de référence du marché.
- 30.4 Sur la base de son examen, l'auditeur doit certifier la valeur finale du marché à l'aide du modèle de certificat d'audit figurant en annexe VI. Le paiement final, s'il a lieu, correspond à la différence entre cette valeur finale certifiée et le total des paiements déjà effectués, dans les limites de la valeur maximale du marché stipulée dans le contrat.

## Article 31 Recouvrement des dettes du prestataire

- 31.1 Le titulaire s'engage à rembourser au pouvoir adjudicateur, au plus tard 45 jours après la date de réception d'une demande de sa part, les montants qui lui auraient été versés en surplus par rapport au montant final dû.
- 31.2 En cas de non-remboursement par le titulaire dans le délai ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut - sauf si le titulaire est une administration ou un organisme public d'un Etat membre de la Communauté - majorer les sommes dues d'un intérêt de retard au taux
- de réescompte de l'institut d'émission de l'Etat du pouvoir adjudicateur si les paiements sont effectués en monnaie de l'Etat du pouvoir adjudicateur

- appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros si les paiements sont effectués en euros

le premier jour du mois pendant lequel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur, exclue, et la date de paiement effectif, incluse. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard ainsi déterminés.

31.3 Le pouvoir adjudicateur peut procéder au remboursement des sommes qui lui sont dues par compensation avec des sommes dues au titulaire à quelque titre que ce soit, sans préjudice d'un échelonnement éventuel convenu entre les Parties.

31.4 Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des sommes dues au pouvoir adjudicateur sont à la charge exclusive du titulaire.

## **Article 32 Révision des prix**

Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, le prix global d'un marché à forfait et les tarifs d'un contrat à prix unitaires ne sont pas révisés.

## **Article 33 Paiement au profit de tiers**

33.1 Les ordres de paiement en faveur de tiers ne peuvent être exécutés qu'à la suite d'une cession effectuée conformément à l'article 3.

33.2 Il incombe au prestataire et à lui seul de faire connaître les bénéficiaires de ces cessions.

33.3 En cas de saisie irrégulière sur les biens du prestataire, affectant le paiement des sommes qui lui sont dues au titre du marché, sans préjudice du délai prévu à l'article 28, le pouvoir adjudicateur dispose, pour reprendre les paiements destinés au prestataire, d'un délai de 60 jours à compter du jour où la mainlevée définitive de la saisie-arrêt lui est notifiée.

## **DÉFAUT D'EXÉCUTION ET RÉSILIATION**

### **Article 34 Défaut d'exécution**

34.1 Chacune des parties est en défaut d'exécution du marché lorsqu'elle ne remplit pas l'une quelconque de ses obligations contractuelles.

34.2 En cas de défaut d'exécution, la partie lésée a le droit de recourir aux mesures suivantes:

- a) demande d'une indemnisation et/ou
- b) résiliation du contrat.

34.3 L'indemnisation peut prendre la forme:

- a) de dommages-intérêts ou
- b) d'une indemnité forfaitaire.

34.4 Dans tous les cas où le pouvoir adjudicateur a droit à une indemnisation, celle-ci peut s'effectuer par prélèvement sur toute somme due au prestataire ou sur la garantie adéquate.

34.5 Le pouvoir adjudicateur a droit à une indemnité pour tout dommage qui apparaît après l'achèvement du marché, conformément au droit régissant le contrat.

### **Article 35 Suspension**

35.1 Le pouvoir adjudicateur est habilité à suspendre l'exécution des prestations, en tout ou en partie, pour la durée et de la manière qu'il juge nécessaires.

35.2 Si la période de suspension est supérieure à 90 jours et que la suspension n'est pas imputable à un manquement du prestataire, celui-ci peut, par une notification au gestionnaire du projet, demander l'autorisation de poursuivre la prestation de services dans un délai de 30 jours ou résilier le contrat.

## Article 36 Résiliation par le pouvoir adjudicateur

- 36.1 Le présent contrat est automatiquement résilié s'il n'a pas donné lieu à un paiement quelconque au cours des trois ans suivant sa signature par les deux parties.
- 36.2 La résiliation s'entend sans préjudice des autres droits et compétences contractuels de du pouvoir adjudicateur et du prestataire.
- 36.3 Outre les motifs de résiliation définis dans les présentes conditions générales, le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat après avoir accordé un préavis de 7 jours au prestataire dans l'un des cas suivants:
- a) l'exécution des prestations par le prestataire n'est pas en conformité, sur le fond, avec le contrat;
  - b) le prestataire ne se conforme pas dans un délai raisonnable à une notification du gestionnaire du projet lui enjoignant de remédier à une négligence ou à un manquement à ses obligations contractuelles qui compromet sérieusement la bonne exécution des prestations dans les délais;
  - c) le prestataire refuse ou omet d'exécuter des ordres de service émanant du gestionnaire du projet;
  - d) le prestataire cède le marché ou sous-traite sans l'autorisation écrite de du pouvoir adjudicateur;
  - e) le prestataire est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou se trouve dans une situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par la législation et la réglementation nationales;
  - f) le prestataire a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de la chose jugée pour tout délit touchant à sa moralité professionnelle;
  - g) le prestataire a commis une faute professionnelle grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier;
  - h) le prestataire a fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de la CE;
  - i) le prestataire, suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention financés par le budget de la CE, a été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles;
  - j) une modification de l'organisation de l'entreprise entraîne un changement de personnalité, de nature ou de contrôle juridiques du prestataire, à moins qu'un avenant constatant cette modification soit établi;
  - k) une autre incapacité juridique fait obstacle à l'exécution du marché;
  - l) le prestataire omet de constituer la garantie ou de conclure l'assurance requise, ou la personne qui a fourni la garantie ou l'assurance antérieure n'est pas en mesure de respecter ses engagements.
- 36.4 Le pouvoir adjudicateur peut alors achever elle-même l'exécution des prestations ou conclure un autre marché avec un tiers pour le compte du prestataire. Le prestataire cesse d'être responsable des retards d'exécution dès que le pouvoir adjudicateur a résilié le contrat, sans préjudice de toute responsabilité qui peut avoir pris naissance à cet égard antérieurement.
- 36.5 Dès la résiliation du contrat ou la réception de la notification de celle-ci, le prestataire prend des dispositions immédiates pour mettre fin sans délai et correctement à la prestation des services et réduire les dépenses au minimum.
- 36.6 Le gestionnaire du projet certifie, dès que possible après la résiliation, la valeur des prestations et toutes les sommes dues au prestataire à la date de la résiliation du contrat.
- 36.7 Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenue d'effectuer d'autres paiements au prestataire tant que les prestations de services ne sont pas achevées; lorsqu'elles le sont, elle a le droit d'obtenir du prestataire le remboursement des frais supplémentaires éventuels occasionnés par l'achèvement de la prestation des services, ou paie tout solde dû au prestataire.
- 36.8 Si le pouvoir adjudicateur résilie le contrat, il est en droit d'obtenir du prestataire la réparation du préjudice qu'il a subi, jusqu'à concurrence du montant maximal indiqué dans le contrat. Si aucun montant maximal n'y est stipulé, le pouvoir adjudicateur a le droit, sans préjudice des autres recours prévus par le contrat, de récupérer la partie du montant du marché correspondant à la partie des prestations qui, du fait du manquement du prestataire, n'a pas été achevée de façon satisfaisante.
- 36.9 Le prestataire n'a pas le droit de faire valoir, en complément des sommes qui lui sont dues pour le travail déjà effectué, à une indemnisation d'éventuels dommages ou préjudices subis.



### Article 37 Résiliation par le prestataire

- 37.1 Le prestataire peut, après avoir donné un préavis de 14 jours au pouvoir adjudicateur, résilier le contrat si le pouvoir adjudicateur:
- a) ne lui paie pas les sommes dues au titre de tout décompte établi par le gestionnaire du projet après l'expiration du délai de paiement indiqué à l'article 28, ou
  - b) se soustrait systématiquement à ses obligations après plusieurs rappels ou
  - c) suspend la prestation de tout ou partie des prestations pendant plus de 90 jours pour des raisons non spécifiées dans le contrat ou non imputables au prestataire.
- 37.2 Cette résiliation s'entend sans préjudice des autres droits que le pouvoir adjudicateur ou le prestataire acquièrent au titre du marché.
- 37.3 En cas de résiliation de ce type, le pouvoir adjudicateur indemnise le prestataire de tout dommage ou préjudice qu'il peut avoir subi. Ces paiements supplémentaires ne peuvent être tels que les paiements totaux excèdent le montant précisé à l'article 3 des conditions particulières.

### Article 38 Cas de force majeure

- 38.1 Aucune des parties n'est considérée comme ayant manqué à ses obligations contractuelles si elle en est empêchée par une situation de force majeure survenue après la date de la signature du contrat par les deux parties.
- 38.2 On entend par «force majeure», aux fins du présent article, les grèves, les lock-out ou autres conflits du travail, les actes de l'ennemi, les guerres déclarées ou non, les blocus, les insurrections, les émeutes, les épidémies, les glissements de terrain, les tremblements de terre, les tempêtes, la foudre, les inondations, les affouillements, les troubles civils, les explosions et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté des parties, ou qu'elles ne peuvent surmonter en dépit de leur diligence.
- 38.3 Toute partie victime d'une situation de force majeure prend dans les meilleurs délais toutes les mesures raisonnables pour mettre fin à son incapacité à remplir les obligations qui lui incombent au titre du présent marché.
- 38.4 Nonobstant les dispositions de l'article 35, le prestataire n'a pas à répondre d'indemnités forfaitaires ou n'est pas tenu responsable d'une résiliation pour défaut d'exécution si et dans la mesure où son retard d'exécution ou tout autre manquement à ses obligations contractuelles résulte d'un cas de force majeure. De même, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu responsable, nonobstant les dispositions des articles 28 et 37, de paiement d'intérêts pour retard de paiement, pour inexécution de ses obligations ou en cas de résiliation du contrat par le prestataire pour défaut d'exécution, si et dans la mesure où le retard du pouvoir adjudicateur ou tout autre manquement à ses obligations résulte d'un cas de force majeure.
- 38.5 Si l'une des parties estime qu'un cas de force majeure susceptible d'affecter l'exécution de ses obligations est survenu, elle en avertit sans délai l'autre partie ainsi que le gestionnaire du projet, en précisant la nature, la durée probable et les effets envisagés de cet événement. Sauf instruction contraire donnée par écrit par le gestionnaire du projet, le prestataire continue à exécuter ses obligations contractuelles dans la mesure où cela lui est raisonnablement possible et cherche tous autres moyens raisonnables lui permettant de remplir celles de ses obligations que le cas de force majeure ne l'empêche pas d'exécuter. Il ne met en oeuvre ses autres moyens que si le gestionnaire du projet lui en donne l'ordre.
- 38.6 Pour un marché à prix unitaires, si le prestataire, en suivant les instructions du gestionnaire du projet ou en utilisant les autres moyens visés à l'article 38, paragraphe 5, doit faire face à des frais supplémentaires, leur montant est certifié par le gestionnaire du projet dans les limites de la valeur maximale du marché.
- 38.7 Si un cas de force majeure s'est produit et se poursuit pendant une durée de 180 jours, abstraction faite d'une éventuelle prorogation du délai d'exécution que le prestataire peut avoir obtenue de ce fait, chaque partie a le droit de donner à l'autre un préavis de 30 jours pour résilier le contrat. Si, à l'issue de cette période de 30 jours, le cas de force majeure persiste, le contrat est résilié et les parties sont de fait libérées de leur obligation d'en poursuivre l'exécution.

### Article 39 Décès

- 39.1 Le contrat est résilié de plein droit si le prestataire est une personne physique et qu'il vient à décéder. Toutefois, le pouvoir adjudicateur examine toute proposition des héritiers ou des ayants droit si ceux-ci ont notifié leur intention de poursuivre l'exécution du contrat. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une telle proposition.

- 39.2 Lorsque le prestataire est constitué par plusieurs personnes physiques et que l'une ou plusieurs d'entre elles viennent à décéder, il est dressé un état contradictoire de l'avancement des prestations de services et le pouvoir adjudicateur décide s'il y a lieu de résilier le contrat ou d'en poursuivre l'exécution en fonction de l'engagement donné par les survivants et par les héritiers ou les ayants droit, selon le cas, dans les 15 jours qui suivent la date du décès. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une telle proposition.
- 39.3 Ces personnes sont solidairement responsables de la bonne exécution du contrat, au même titre que le prestataire. La poursuite de l'exécution du marché est soumise aux règles relatives à la constitution de la garantie prévue dans le contrat.

## RÈGLEMENT DES LITIGES

### Article 40 Règlement des litiges

- 40.1 Le pouvoir adjudicateur et le prestataire mettent tout en oeuvre pour régler à l'amiable tout litige survenant entre eux ou entre le gestionnaire du projet et le prestataire dans le cadre du contrat.
- 40.2 Lorsqu'un litige survient, les parties au contrat se communiquent par écrit leur position sur la question, ainsi que toute solution qu'elles jugent possible. Si l'une d'elles l'estime utile, les parties se réunissent afin de tenter de régler le litige. Chacune des parties est tenue de répondre dans les 30 jours à une demande de règlement à l'amiable. La durée pour parvenir à un règlement à l'amiable est de 120 jours à compter de la date de la demande. Si la tentative de règlement à l'amiable n'aboutit pas ou si une partie ne répond pas dans les délais à une demande de règlement, chacune des parties a le droit de passer à l'étape suivante pour parvenir à un règlement au sens du paragraphe 3 ci-dessous, en le notifiant à l'autre.
- 40.3 À défaut de règlement à l'amiable, les parties peuvent convenir de régler leur litige par voie de conciliation exercée par la Commission européenne, pour les marchés dans lesquels cette dernière n'est pas le pouvoir adjudicateur. Si aucun règlement n'aboutit dans un délai de 120 jours à compter de l'ouverture de la conciliation, chaque partie a le droit de passer à l'étape suivante de la procédure de règlement des litiges.
- 40.4 À défaut de règlement à l'amiable ou de règlement par conciliation dans un délai de 120 jours à compter de l'ouverture de ces procédures, chaque partie peut renvoyer le litige soit à la décision d'une juridiction nationale, soit à un arbitrage, conformément aux dispositions de l'article 11 des conditions particulières.